

Contributions des sections brestoises aux états généraux du PS

Section Lambé Bellevue Europe

- Réindustrialisation
- Emancipation et progrès

Section Brest rive droite

- Que doit être un parti ? Que doit être le parti socialiste ?
- Quelle croissance pour quelle politique ?

Section Brest centre

- Ecologie et développement économique
- Pour une reconquête de l'assurance maladie

CONTRIBUTION – Section Lambézellec, Bellevue, Europe à BREST

Il a fallu une crise sans précédent pour que la question industrielle revienne au cœur du débat.

Le déclin de l'industrie française est intervenu autour des années 1970 et 1980, par la complexité des objets produits, les modes de production d'une part et par la promotion d'une économie de services couplée à l'affaiblissement de l'état régulateur d'autre part.

Les nombreux secteurs d'activité délocalisés ne reviendront pas en France.

Cette marginalisation de l'industrie française résulte d'un choix politique soutenu des mondes économiques, financiers et académiques au cours des années 1990.

L'entreprise française est trop concentrée sur les secteurs de l'automobile et pas assez sur les secteurs de haute technologie et d'innovation (lorsqu'elles existent elles sont trop dépendantes de commandes publiques ou de facteurs géopolitiques).

L'industrie française reste portée par de grands groupes et insuffisamment focalisées sur les produits de moyennes ou hautes technologies davantage exportés notamment dans les pays émergents.

Sortir de la crise exige une croissance fondée sur une richesse que nous disposons : le capital humain.

Les salariés doivent devenir les acteurs de leur parcours professionnel afin d'évoluer de façon autonome au sein du marché du travail tout d'abord mais également afin d'encourager la créativité et l'innovation. D'autant plus que la qualification des salariés a un impact sur la compétitivité des entreprises.

Concernant la formation professionnelle,

- le compte personnel de formation qui accompagne les salariés tout au long de la vie est une avancée (150h de formation en sept ans) mais trop peu pour financer une formation réellement qualifiante. Il faudrait que les droits versés sur ce compte soient inversement proportionnels au salaire ou au niveau de formation initiale. Les salariés rémunérés au SMIC devraient accumuler plus rapidement des heures de formation.
- la formation professionnelle devrait s'intéresser davantage aux perdants de la mondialisation et développer des compétences transversales à même d'élever le niveau global de qualification. (connaissances fondamentales ou sur des savoir faire en situation de travail)
- La formation professionnelle doit être développée dans toutes les entreprises (contrôles ?) pour son développement et ses futures besoins (gestion prévisionnelles des emplois et des compétences pour des contrats futures).

Par le biais de la formation professionnelle, il faut remettre en selle des chômeurs suivant le modèle des jobs rotations. Des entreprises envoient en formation certains de leurs salariés, qui sont remplacés par des chômeurs préalablement formés. A l'issue de la formation, les salariés retrouvent leur poste. Les remplaçants peuvent soit repartir sur le marché du travail mais bénéficiant d'une expérience de travail et de références.

Quant à la formation initiale,

- elle doit certes être en adéquation avec les attentes des entreprises mais les entreprises doivent également participer à la formation des jeunes qui ont bien souvent du mal à trouver un stage. (Parrainage entre salariés et jeunes par exemple) Il faut que l'école ou le système éducatif soit ouvert sur la vie économique et sensibilise les jeunes à l'esprit d'entreprises

- elle doit être orientée sur la manière d'apprendre (apprendre à apprendre) car tous les métiers évoluent, ceux du bâtiment également par exemple les maisons ne se construisent plus comme en 1960, elles sont plus économes plus intelligentes (isolation thermique, phonique, installation domotique...)
- L'enseignement de l'économie est à revoir. Cet enseignement devrait davantage être orienté vers la compréhension des réalités contemporaines alors qu'actuellement on privilégie l'acquisition de techniques.
- L'enseignement de l'économie devrait être enseigné très tôt dans les écoles pour que les individus comprennent que nous sommes dans l'échange et les pays sont interdépendants. En prenant l'exemple de l'automobile, la technologie (les brevets) ne sont pas dans les chaînes de montage mais dans les entreprises Équipementiers (tableaux de bord, moteurs, calandres Av et AR intelligentes...) qui ont leur laboratoires en Europe et produisent en masse parfois près des chaînes de montage de différentes marques (Allemandes, Françaises, Américaines...).
Le schéma est semblable pour Airbus group qui produit en Chine et aux US, des gros clients. Ces coopérateurs de premier niveau (sous-traitant n'est plus utilisé car les risques sont partagés pour obtenir un marché), ont surtout des emplois dans l'échelle de Bac +2 à chercheur sauf pour la production de masse. La France possède de nombreuses entreprises coopérantes innovantes dans le domaine aéronautique (région parisienne et sud-ouest de la France), en Bretagne nous avons des pôles de compétences dans l'agroalimentaire, les ressources marines et le numérique.
- La culture économique permettrait également la diffusion d'une image positive de l'entreprise.
- L'apprentissage de la créativité et des valeurs de l'entrepreneuriat sont à cultiver dès la formation initiale. La créativité suppose une prise de risque, d'être en confiance et de travailler en commun. Ce concept n'est pas simple dans notre société où la recherche de la sécurité est devenue centrale.

Contribution – Section Lambézellec, Bellevue, Europe – BREST

La clé de l'émancipation n'est pas unique et repose sur un ensemble d'ingrédients fondamentaux et incontournables que sont *l'école, le travail, la formation tout au long de la vie, le syndicalisme, l'autonomie financière, la maîtrise de la maternité et les conditions d'accès à la retraite*. Cet ensemble constitue une partie de la civilisation.

Le groupe de réflexion souligne l'importance de globaliser l'émancipation personnelle de la femme et celle de l'homme pour recentrer le débat sur l'individu.

En premier lieu, l'école est le lien central de l'émancipation personnelle et apporte une forme d'enrichissement constitué par l'accès à la connaissance, aux échanges et aux contacts multiculturels. Néanmoins, si l'école est nécessaire, elle n'est pas suffisante car l'école française aujourd'hui conduit à promouvoir l'élitisme. Il n'y a quasiment plus les voies de sortie qui pouvaient offrir des issues d'émancipation et progrès à ceux qui ne peuvent pas poursuivre l'ascension des marches devenues trop hautes.

La tendance à écarter l'individu de l'accès aux savoirs est plus forte aujourd'hui et limite l'acquisition ultérieure des savoirs dans le cadre des actions de formation continue.

Cet ostracisme est insupportable car il s'oppose à nos fondamentaux et à notre devise républicaine. Il constitue, enfin, un obstacle aux besoins de notre économie.

Si l'école joue un rôle primordial, d'autres structures, doivent être soutenues. Il s'agit d'abord des associations culturelles, artistiques ou sportives qui permettent aux citoyens de s'exprimer, de se rencontrer, de découvrir d'autres cultures. Le mot culture, doit être pris dans son sens le plus large possible.

A côté du mouvement associatif et en partenariat avec lui les collectivités locales jouent aussi un rôle important dans l'émancipation des citoyens notamment grâce à leur réseau de médiathèques ou d'équipement de quartiers, etc.

Le travail constitue un moyen d'émancipation personnelle car il peut apporter l'autonomie financière de la femme mais aussi de l'homme. L'accès au travail est un enjeu sociétal et le chômage altère gravement l'émancipation personnelle : la profession ou qualification est alors remplacée par le mot chômeur qui désigne, tacitement, un individu non émancipé.

L'accès sur le marché du travail de la femme a été un enjeu essentiel de l'émancipation de la femme. Bien qu'il constitue incontestablement l'un des fondamentaux de l'émancipation, Le travail peut être aussi un lieu d'aliénation contraire à l'émancipation personnelle.

La formation tout au long de la vie est une voie incontournable pour l'émancipation. Néanmoins sous sa forme actuelle, à l'issue des débats et témoignages, force est de constater qu'elle mérite un choc de simplification. Souvent, la formation professionnelle ne s'adresse malheureusement pas aux salariés qui en ont le plus besoin.

L'adaptation de l'économie nationale à l'économie mondialisée repose sur la qualité de la formation de ses acteurs qu'ils soient ingénieurs ou ouvriers.

Le combat syndical est aussi un facteur clé pour l'accès à l'émancipation personnelle. Il se traduit souvent par un engagement politique de qualité et il est déplorable que les syndicats soient vus comme des opposants systématiques.

Le poids de l'autonomie financière dans l'émancipation personnelle est important mais il diffère, peut-être, d'un individu à l'autre.

Le travail seul n'a pas suffi à émancipé la femme, car les femmes ont toujours travaillé. C'est la reconnaissance du travail de la femme et de l'autonomie financière qui en découle qui y ont contribué. Mais de tous ces facteurs, c'est la maîtrise de la maternité qui a réduit les difficultés que connaissaient les femmes pour l'émancipation personnelle. Aujourd'hui, ce confort s'est intégré, sans difficulté, à la politique familiale nationale.

L'accès à la retraite dans des conditions acceptables qui garantissent une autonomie financière est aussi un facteur pour l'émancipation personnelle.

L'émancipation personnelle est un engagement politique qui doit être soutenu par la base.

Etats généraux du Parti Socialiste

Groupe de travail de la section Brest-Rive Droite

Groupe 1

Que doit être un parti politique ? Que doit être le parti socialiste ?

Difficile dans notre système institutionnel d'exister en tant que parti politique lorsque c'est ce parti qui exerce le pouvoir national ...

Nous ne sommes pas le gouvernement. Et lorsque le pouvoir a été démocratiquement confié à nos camarades, nous voulons continuer d'exister en tant que militants. Nous voulons que notre parti existe, aux côtés du gouvernement. Nous souhaitons qu'il ait une expression propre qui ne soit pas systématiquement calquée sur celle du gouvernement, qui lui est confronté à la réalité du pouvoir.

Il faut donc que le parti redevienne un lieu de débat, de réflexion, voire même un lieu de désaccord. Après tout, c'est de ces désaccords entre nous que peuvent émerger des idées nouvelles. Et trop souvent nous constatons que les élites du parti sont comme celles de la société française : trop formatées, trop semblables, trop verrouillées. N'ayons pas peur de redonner vie à des expressions différentes dans le parti, loin de la synthèse qui stérilise.

Notre parti socialiste ne doit pas être qu'une machine à mener des campagnes électorales. Il doit porter fort un projet d'une société plus juste. Il doit revenir dans la bataille des idées qui s'est aujourd'hui déplacée sur la droite, et même l'extrême droite.

Nos élus doivent être au cœur de cette bataille. Ils doivent avoir une réelle éthique de leur mandat, venir d'horizons différents. Or nous voyons bien que le parti socialiste n'est plus un parti dans lequel la promotion des militants est la norme, rares sont les dirigeants qui ne sortent pas des grandes écoles. Du même moule donc.

Ayons de l'audace comme militants, comme responsables du parti, comme élus de la république.

Nous sommes toujours fiers de nous dire socialistes. C'est un qualificatif qui nous engage. Il nous engage pour une société plus solidaire, plus juste. Il nous engage pour une citoyenneté de plein exercice qui ne confisque pas la parole au profit d'une élite. Il nous engage pour une république qui ne laisse de côté aucun de ses enfants. Il nous engage pour une démocratie renouvelée, plus proche des habitants grâce aux nouvelles formes de communications dont il faut savoir faire une force.

Alors notre parti socialiste redeviendra attractif pour celles et ceux qui se détournent aujourd'hui de la politique, voire mettent leur confiance dans les mains des extrêmes.

Groupe 2

Quelle croissance pour quelle politique ?

La croissance semble être la variable qui pilote nos politiques. Nous nous demandons si cette façon de faire est la bonne au regard des enjeux posés dans notre société qui nous semblent au contraire des fondamentaux politiques : le bonheur, la qualité de vie et le bien-être, la lutte contre les inégalités et contre la pauvreté, contre la précarité et pour des emplois qui soient synonymes d'émancipation et non de mal-être.

A quoi bon cela sert-il de courir après le modèle des 30 glorieuses alors que les facteurs économiques de cette période ne sont plus les mêmes ? Ne peut-on pas arriver à créer de l'emploi sans croissance ? Ne peut-on pas équilibrer nos budgets sans croissance ? Faut-il casser notre modèle social ou alors partager plus le temps de travail et les richesses. Les écarts de salaires dans les entreprises posent question dans une situation où la croissance n'est plus.

Derrière la croissance se cache aussi la question du pouvoir d'achat. A quoi cela sert-il de tirer toujours les prix vers le bas, si ce modèle économique crée toujours plus de dettes et de chômage.

Nous pensons que la question de la croissance n'est pas nécessairement une orientation qui parle et qui devrait guider toute notre politique. Il s'agit pour nous de répondre aux enjeux essentiels que sont la lutte contre la pauvreté et la possibilité pour tous d'avoir une vie heureuse et émancipée.

Contribution Section Brest Rive Gauche – Croissance Economique et Ecologie

En tant que socialistes, nous sommes convaincus que l'écologie et la croissance économique forment l'alliance indispensable au progrès de nos sociétés. Cette ambition, d'une croissance économique dont le développement durable serait un moteur, nous l'appelons "social-écologie".

Il est temps de nous affranchir d'une vision passéiste de la croissance. La course à la consommation, encouragée par l'obsolescence programmée, n'est pas soutenable. Au contraire, notre développement économique doit intégrer l'horizon du long terme et anticiper sur le cycle de vie entier des produits. Les modalités de leur destruction et de leur réemploi sont aussi facteurs de richesse. Ce potentiel de "l'économie circulaire" est loin d'être exploité.

Fortement créatrice de valeur ajoutée, la social-écologie devient un véritable atout de compétitivité à l'échelle mondiale et une source durable de montée en qualité. Autant d'emplois possibles à la clef ! Nous sommes à l'orée de cette nouvelle ère industrielle écologique. Notre volonté politique doit s'affirmer beaucoup plus, pour accompagner cette transition avec des moyens accrus pour la recherche.

La "social-écologie" intègre les autres conditions d'une croissance durable : la qualité des conditions de travail, la santé et le bien-être des populations. Améliorer la transparence sur les modalités de production (process, traçabilité) permettra aux citoyens d'exercer leur pouvoir de contrôle sur la réalisation de ces objectifs.

La "social écologie" est aussi un puissant vecteur de cohésion sociale. C'est un enjeu d'équité intergénérationnelle : en préservant notre patrimoine naturel, nous préservons les chances de progrès pour nos enfants. Elle est créatrice de lien social et entretient le sentiment d'appartenance de nos concitoyens à la collectivité. Le secteur de l'économie sociale et solidaire en est d'ailleurs souvent un partenaire de terrain. La social écologie est un outil de préservation et de valorisation de la richesse des territoires comme le montrent notamment l'agro-écologie, le développement des "circuits courts"...

Elle est un levier de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités de développement. Les économies d'énergie profitent à tous mais sont encore plus nécessaires aux moins riches ! La préservation des ressources est aussi un combat indispensable pour éviter les conflits mondiaux de nouvelle génération. Ceux qui seront issus de la compétition pour l'accès à l'eau, à l'énergie, au foncier. Ceux encore qui naîtront du déplacement des réfugiés climatiques ! Les premières victimes des guerres sont toujours les plus vulnérables !

L'écologie n'est plus un luxe. C'est un impératif de justice. C'est un combat socialiste.

Contribution Section Brest Rive Gauche Pour une reconquête de l'assurance maladie

Dès sa création en 1945 l'assurance maladie avait deux ambitions : l'universalité -tout le monde doit être concerné- et la volonté de réaliser cette généralisation dans un cadre professionnel parce que, dans les années 1930, les assurances sociales françaises se sont mises en place autour du monde du travail selon un système de cotisations sociales. L'assurance maladie a été peu à peu étendue à toutes les professions mais son universalité ne sera atteinte en France qu'en 2000 avec la création de la couverture maladie universelle (CMU). Cette universalité fait qu'il existe une mutualisation optimale entre les bien-portants et les malades. C'est une institution solidaire et en outre performante puisque ses frais de gestion sont de l'ordre de 5 %. C'est aussi un système mixte unique au monde.

Si l'assurance maladie obligatoire (AMO) prend bien en charge les cas lourds (hospitalisation et maladies chroniques) elle ne rembourse les soins courants qu'à moins de 50 %. De plus l'AMO se décharge des « petits » risques sur les complémentaires santé (mutuelles, instituts de prévoyance et assurances privées) qui non seulement complètent les remboursements des soins mais sont reconnus comme des acteurs à part entière du système de santé depuis la création de l'UNOCAM en 2004 alors que les conditions d'accès aux complémentaires santé ne sont pas du tout celles de l'AMO à laquelle on cotise selon ses revenus alors que le financement des complémentaires croît avec l'âge et les charges de famille . Le système de l'assurance maladie va être aggravé par l'accord national interprofessionnel(ANI) qui va accroître fortement les inégalités sociales d'accès aux soins et à la prévention. Les assurés sociaux ayant un emploi seront mutualisés dans des contrats collectifs, financés en partie par les employeurs, et leur protection sera d'autant meilleure qu'ils seront cadres ou employés dans des secteurs prospères avec de bonnes conventions collectives. En revanche les chômeurs et les retraités dont les risques de santé sont plus importants, mais aussi certains jeunes, devront prendre une assurance complémentaire individuelle plus chère et sans aide fiscale. Aujourd'hui les idéaux de la sécurité sociale, de démocratie et de solidarité sont bien loin et pour beaucoup de français la Sécu c'est simplement l'assurance maladie car ils méconnaissent le fait qu'elle est composée de quatre branches correspondant aux quatre grands risques de la vie en société.

L'objectif maintenant est une reconquête de l'assurance maladie en renforçant l'AMO. Il faut un volontarisme politique pour mettre fin à sa privatisation partielle et rampante alors qu'on se contente de gérer le trou de la sécurité sociale sans vision stratégique. Il n'est pas vrai que la situation des finances sociales se traduira nécessairement par une augmentation de la part des complémentaires dans le remboursement des dépenses de santé comme elles le prétendent .Il faut que les Français comprennent que si on mettait dans un budget commun leurs cotisations à l'AMO et aux complémentaires santé ils seraient mieux remboursés grâce à une gestion moins coûteuse de l'ensemble. Le rôle des complémentaires serait réduit à gérer un panier de soins superflus et un confort particulier comme une chambre individuelle à l'hôpital sans nécessité médicale.

Au besoin une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) compensée par une diminution des cotisations santé limitant la part des revenus d'activité de 73 % actuellement à 50 % serait favorable à l'emploi. Des mesures particulières auront pour objectif d'éviter des restes à charge importants après remboursement : soit un bouclier sanitaire, soit un système d'assurance voisin de celui de l'Alsace Moselle.

Dans l'attente d'une régression du chômage l'équilibre du budget de l'assurance maladie sera recherché par une baisse des dépenses d'hospitalisation, d'examen complémentaires, de médicaments non génériques, de transports sanitaires et par une lutte contre la fraude.